



**LE BILAN DE
LA PAUVRETÉ
EST TOUJOURS
ALARMANT**

+ D'INFOS → PAGE 29

RAPPORT ANNUEL 08-09



CECI

**CENTRE D'ÉTUDE ET DE
COOPÉRATION INTERNATIONALE**

La mission du CECI est de combattre la pauvreté et l'exclusion. À cette fin, le CECI renforce les capacités de développement des communautés défavorisées; il appuie des initiatives de paix, de droits humains et d'équité; il mobilise des ressources et favorise l'échange de savoir-faire.

PRÉSIDENT
Pierre Racicot

VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF
Pierre Bélanger s.j.

VICE-PRÉSIDENTE
À LA VIE ASSOCIATIVE
Chantal Havard

TRÉSORIÈRE
Patricia Borlace

ADMINISTRATEURS
ET ADMINISTRATRICES
Christiane Beaulieu
Michel Bélisle
Lorraine Caza cnd
Michèle Jodoin
Nancy Neamtan
Jean-François Simard
François Vitez

DIRECTEUR GÉNÉRAL
Mario Renaud

L'EUMC, notre partenaire dirige ces bureaux dans le cadre de notre programme conjoint Uniterra

DIRECTION AMÉRIQUES HAÏTI Guypsy Michel, directeur régional - guypsym@ceci.ca

CANADA
Mario Renaud, directeur général
marior@ceci.ca
514.875.9911

HAÏTI
Guypsy Michel, directeur
guypsym@ceci.ca
509.2942.9555 | 509.2942.9578

SALVADOR
Alan Quinn, sous-directeur
alang@ceci.ca
503.2211.3954 | 503.7706.0619

GUATEMALA
Flor de María Bolaños, directrice
florb@ceci.ca
502.2362.1511

BOLIVIE
Ximena Valdivia, directrice
Ximenav@ceci.ca
591.2.241.1767

PÉROU
Ted Swanson, directeur
swan@telefonica.net.pe
51.1.346.0589

SÉNÉGAL
Babacar Guèye, directeur
babacarg@ceci.ca
221.33.825.64.14

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
Dian Diallo, directeur
diand@ceci.ca
224.60.22.06.74

BURKINA FASO
Adama Ouédraogo, directeur
adamao@ceci.ca
226.50.36.29.92

GHANA
Akwas Addae-Bohaene, directeur
Akwas@uniterra.org
233.21.511029

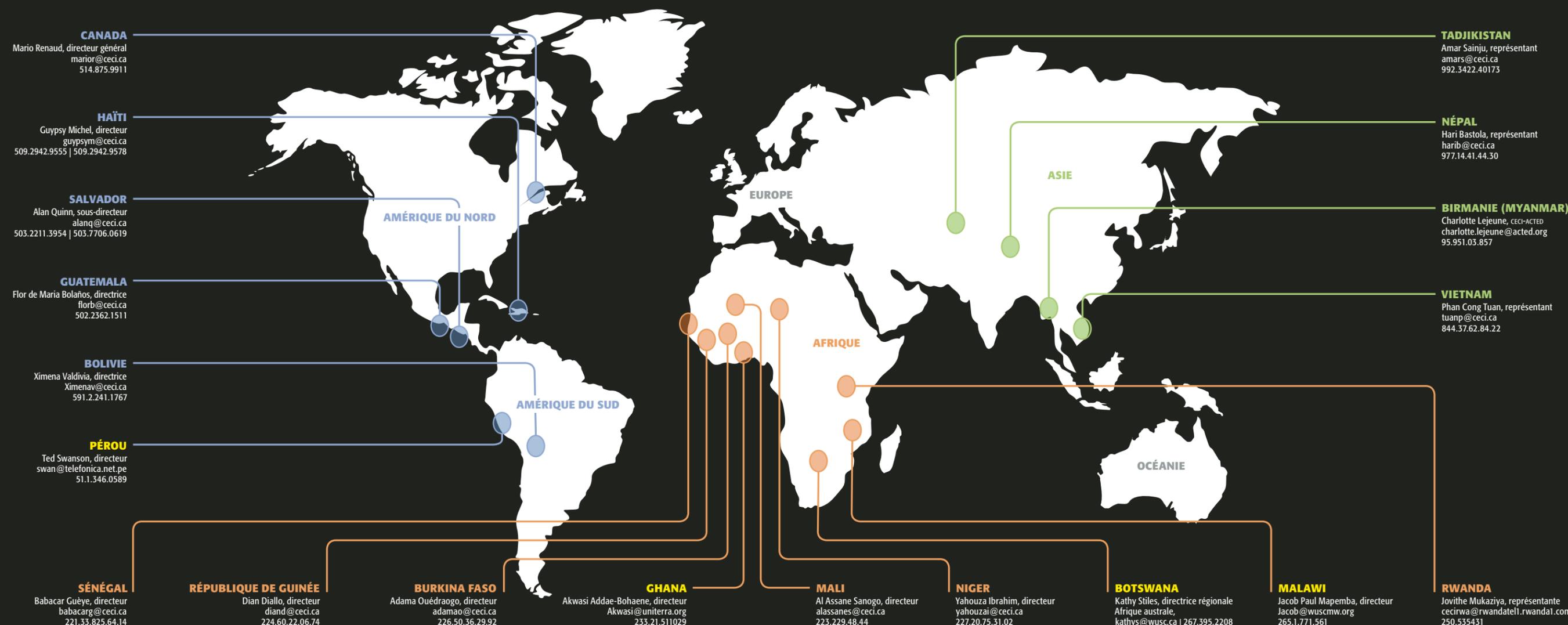
MALI
Al Assane Sanogo, directeur
alassanes@ceci.ca
223.229.48.44

NIGER
Yahouza Ibrahim, directeur
yahouzai@ceci.ca
227.20.75.31.02

BOTSWANA
Kathy Stiles, directrice régionale
Afrique australe,
kathys@wusc.ca | 267.395.2208

MALAWI
Jacob Paul Mapemba, directeur
Jacob@wuscmw.org
265.1.771.561

RWANDA
Jovithe Mukaziya, représentante
cecirwa@rwandatel.rwanda1.com
250.535431



DIRECTION AFRIQUE SÉNÉGAL Philippe Jean, directeur régional, philippej@ceci.ca - Amadou Bah, directeur régional adjoint, amadoub@ceci.ca

DIRECTION ASIE NÉPAL Kathleen McLaughlin, directrice régionale, kathleenm@ceci.ca

TADJIKISTAN
Amar Sainju, représentant
amars@ceci.ca
992.3422.40173

NÉPAL
Hari Bastola, représentant
harib@ceci.ca
977.14.41.44.30

BIRMANIE (MYANMAR)
Charlotte Lejeune, CECI-ACTED
charlotte.lejeune@acted.org
95.951.03.857

VIETNAM
Phan Cong Tuan, représentant
tuamp@ceci.ca
844.37.62.84.22

INTRODUCTION	02	ASSISTANCE HUMANITAIRE	19
GOVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL	07	ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES	23
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RURAL ET AGROALIMENTAIRE	11	CANADA : SOLIDARITÉ ET ENTRAIDE	27
VOLONTARIAT INTERNATIONAL ET NATIONAL	15	ÉTATS FINANCIERS	30



RAPPORT DU PRÉSIDENT

L'année du cinquantième anniversaire du CECI coïncide avec la fin de mon mandat à la présidence du conseil d'administration. C'est donc pour moi l'heure du bilan. Au départ, dans cet environnement turbulent qui est le nôtre, nombreux étaient les défis à relever.

En tout premier lieu, il m'apparaissait urgent de **revitaliser la Corporation**. Sous la direction de Jean-François Simard, puis de Chantal Havard, nous avons créé « Les Amis et Amies du CECI » pour permettre à des membres de la Corporation devenus moins actifs de s'en dégager tout en maintenant un appui à notre organisation qu'ils ont longtemps soutenue. En contrepartie, en plus de cinq nouveaux membres, nous avons aussi recruté une trentaine de nouveaux Amis et Amies du CECI, ce qui s'est traduit par une participation très nettement accrue aux activités corporatives. Le succès remarquable des fêtes de notre cinquantenaire en est le meilleur exemple. C'est maintenant notre politique de maintenir en tout temps entre 95 et 100 le nombre de membres de la Corporation. Je crois en effet que notre système de gouvernance est un des facteurs les plus importants de nos succès et que ce système est enraciné dans l'effectif de la Corporation.

Autre défi à relever pour l'organisation : **la relance de la programmation**.

Il nous paraissait essentiel de miser sur les forces du CECI, notamment son professionnalisme reconnu, et de fonder cette relance sur les compétences distinctives de l'organisation. Ces dernières sont maintenant devenues les axes d'orientation stratégique qui vont déterminer le développement du CECI dans les prochaines années.

Issues de la recherche d'excellence menée depuis longtemps, les compétences primordiales de développement local, de gouvernance démocratique et d'économie sociale constituent des atouts précieux dans la lutte que nous menons contre la pauvreté. Dans le domaine de l'agriculture, notre expérience, associée à notre participation à l'Alliance agricole internationale, nous permettra dans un avenir rapproché d'apporter des solutions concrètes à la crise alimentaire qui menace les populations des pays défavorisés où nous intervenons.

S'il est un autre champ d'expertise dans lequel nous excellons, c'est bien celui de la gestion de la coopération volontaire, une formule qui se retrouve au cœur de la mission de notre organisation depuis sa fondation il y a un demi-siècle. Le savoir-faire tout à fait distinctif que nous avons développé dans le domaine de l'assistance humanitaire nous permet d'intervenir sur le plan de la reconstruction et de la relance du développement dans les zones sinistrées. Enfin, devant l'immense défi de l'égalité entre les femmes et les hommes, le CECI a démontré une compétence remarquable au plan de l'innovation en adoptant en 2007 une politique progressiste et en l'appliquant dans tous les domaines de l'organisation, au Canada comme dans tous ses projets de développement.

À la barre d'un conseil d'administration, dont je tiens à souligner l'excellence et le dévouement, j'ai eu l'honneur de représenter l'organisation dans de nombreux forums, de défendre ses intérêts auprès de plusieurs instances et de contribuer activement à son rayonnement, tant au Canada qu'au plan international. En ce qui concerne le fonctionnement organisationnel, en tant que président, j'ai accordé une haute priorité à ce que le conseil, responsable de la bonne gouvernance, puisse fonctionner en équipe et en harmonie avec les employés et employées afin d'accroître l'efficacité globale du CECI et de contribuer à atteindre des résultats exemplaires. Je me dois aussi de souligner que nous avons procédé à l'embauche d'un nouveau directeur général. Ce ne fut pas un choix facile : trois excellentes candidatures se sont en effet clairement démarquées des autres. Nous avons confiance que notre choix s'avérera un actif pour l'organisation tout en étant fort conscients que la personne à remplacer est de taille et que le défi est important. Le soutien actif des membres de la Corporation lui sera donc essentiel.

Enfin, il est primordial pour clore ce chapitre de l'histoire du CECI de souligner que toutes ces avancées, ces réussites et ces innovations sont avant tout le résultat d'un travail d'équipe qui a mobilisé le conseil d'administration, les cadres et le personnel, tous dévoués à notre cause. Je tiens à les en remercier toutes et tous très sincèrement.

— PIERRE RACICOT, PRÉSIDENT



Pierre Racicot

▲ CANADA
Christiane Beaulieu,
Pierre Racicot et Luck Mervil.
Célébrations du
50^e anniversaire du CECI,
Montréal, 4 octobre 2008
© Christian Tessier

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Les récentes décennies ont vu le monde géopolitique se transformer radicalement. Les circuits économiques relient maintenant la planète tout entière dans la mouvance globale de la mondialisation. Cependant, trop de peuples et de collectivités humaines, tant du Sud que du Nord, demeurent marginalisés, condamnés à vivre dans la pauvreté et l'exclusion. C'est ce que nous n'acceptons pas au CECI et qui motive notre engagement.

En ce début du second demi-siècle de l'histoire du CECI, je joins ses rangs pour une seconde fois. Je retrouve l'organisation que j'avais laissée il y a plus de 20 ans, bien ancrée dans les deux socles qui sous-tendent son action : un professionnalisme constant et un système de valeurs profondément humaniste. Tout en privilégiant le pragmatisme et l'esprit d'entreprise qui ont fait notre image de marque, je veux intensifier nos investissements dans le capital humain et la systématisation du savoir du CECI pour adapter nos approches de renforcement des capacités ainsi qu'accroître notre efficacité opérationnelle et notre mesure des résultats.

Nous allons continuer de miser sur des professionnels nationaux œuvrant dans leur propre pays ou dans d'autres pays du Sud. Nous voulons également demeurer une organisation de coopération directe, présente sur le terrain, permettant à des Canadiens et à des Canadiennes d'offrir généreusement leurs compétences à titre de volontaires. Et afin de partager notre action et notre expérience

avec le plus de gens possible, nous continuerons nos activités de formation et d'engagement du public et nous effectuerons une collecte de fonds au profit de projets auxquels contribuent généreusement donateurs corporatifs et individuels, fondations privées et religieuses.

La société civile à laquelle nous appartenons joue désormais un rôle de plus en plus important autant dans les pays industrialisés que dans ceux en développement. Elle est aussi en grande partie à l'origine de cette nouvelle compréhension du développement qui ne correspond plus au seul progrès économique, mais qui se doit d'être démocratique, respectueux de l'environnement, des droits humains, des femmes et des minorités.

Face aux crises alimentaire, économique et environnementale qui nous affectent, nos partenaires du Sud et nous, le CECI, avons la volonté d'accompagner un développement communautaire local, participatif et inclusif, concernant tant les femmes que les hommes du monde rural et urbain, et qui se doit d'être autant viable que durable. Nous voulons être présents non seulement pour répondre aux crises humanitaires, mais aussi pour travailler avec nos partenaires à une plus grande sécurité humaine. Et nous voulons continuer de faire la promotion du volontariat et du partenariat international, concept encore plus actuel que jamais pour surmonter ensemble cette crise de société.

— MARIO RENAUD, DIRECTEUR GÉNÉRAL



A handwritten signature in blue ink, which reads "Mario Renaud". The signature is written in a cursive style and is positioned vertically on the right side of the page.

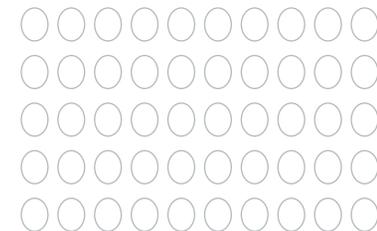


◀ BRÉSIL

Les crises économique et environnementale ont motivé notre participation au FSM 2009 ; du réseautage et des apprentissages qui serviront le CECI dans ses actions.

Luck Mervil conférencier au *Forum social mondial 2009* à Belem à titre de parrain du CECI demeure convaincu qu'*un autre monde est possible*.

© Carine Guidicelli



LA PAUVRETÉ TUE UN ENFANT
TOUTES LES 3 SECONDES



Le CECI lutte contre la pauvreté en agissant localement pour s'assurer que tous les acteurs sont partie prenante d'un dialogue ouvert en vue de participer au développement social et économique de leur communauté.

◀ EL SALVADOR
Le CECI et ses partenaires établissent des liens avec les populations et les gouvernements pour réduire la violence des gangs de rue. > PAGE 20
© Jean-François Lemire, Shoot studio, (RTI-CECI)

RWANDA

DROITS ET DEVOIRS

Le Programme d'appui à la gouvernance locale en milieu rural au Rwanda est mis en œuvre depuis mai 2007 par le consortium CECI-Experco et financé par l'Agence canadienne de développement international, l'ACDI. Il soutient le transfert de pouvoirs de l'État central vers les gouvernements locaux en formant les agents et agentes de l'État, les élus et élues au niveau local, les organisations de la société civile, le secteur privé et la communauté. Par ailleurs, une étude a permis de nourrir les formations et les débats qui portaient sur les droits et devoirs citoyens, le rôle des instances décentralisées, la participation à la planification locale et la reddition de comptes.

Leur constat : toutes ces actions ont fourni à la communauté un espace d'expression quant à leurs droits et accru la confiance entre elle et les autorités locales. « Ces premiers pas ouvrent la voie non seulement à une participation active, mais aussi au dialogue et au plaidoyer. »

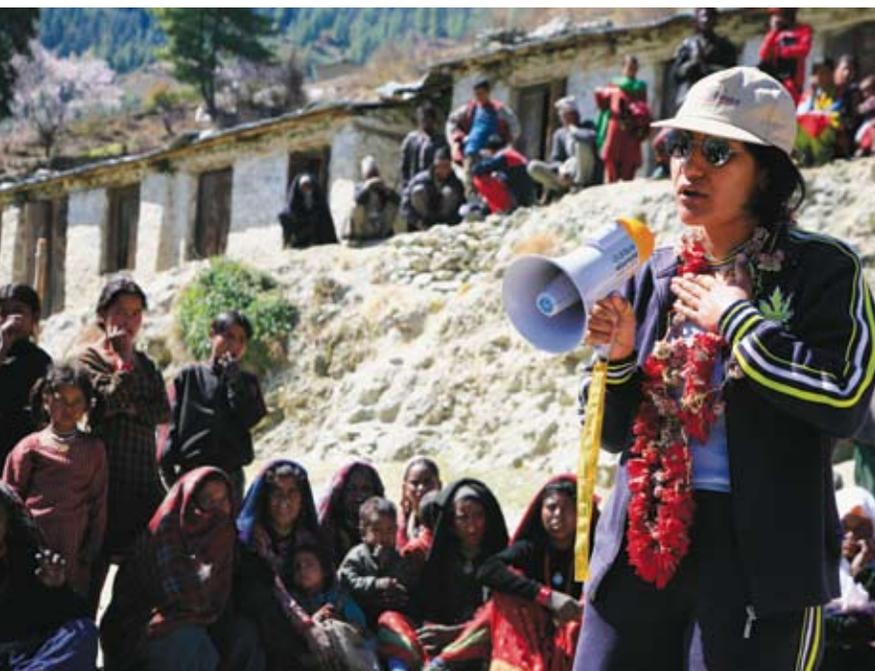
– **Suzanne Dumouchel**, chargée de projets

▲ 6 organisations rwandaises offrent ces formations. 5 266 personnes y ont participé, dont 50 % de femmes.

NÉPAL

LA VOIX DU PEUPLE : NOUVEL OUTIL D'ÉGALITÉ SOCIALE

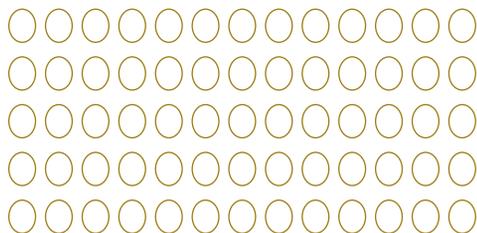
En région rurale du Népal, surtout dans les montagnes éloignées, la discrimination liée au système de castes à l'égard des femmes, des groupes ethniques et des personnes handicapées est omniprésente. Le projet *Jana awaaj*, financé par l'ACDI et la collecte de fonds du CECI et réalisé conjointement avec son partenaire népalais la *Federation of Community Forestry Users of Nepal (FECOFUN)*, met en œuvre une piste de solution. On parle ici d'une stratégie politique et citoyenne non partisane pour assurer la paix et le développement dans un pays reposant sur une décennie de conflits et des siècles de pratiques discriminatoires. Entre autres, ce projet porte les revendications d'une vaste population vers les hautes sphères décisionnelles. « La population doit avoir une voix unie pour affirmer qu'elle ne veut plus être manipulée et qu'elle souhaite défendre ses droits », explique **Yasodha Shrestha**, chargée du projet.



▲ NÉPAL

Débat citoyen non partisan dans la région du Far West.
Les femmes y viennent nombreuses.

© Kiran Ambwani



HAÏTI ►

Le prix des denrées, comme le riz, a doublé en Haïti en 2008.

© CECI

GUATEMALA

DISTRICT DE SOLOLÁ

Le Projet de développement économique rural du département de Sololá (PROSOL), financé par l'ACDI et mis en œuvre depuis 2008 par le consortium formé du CECI et de la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI), a comme partenaires des productrices et des producteurs de différentes municipalités dans les secteurs agricoles, artisanaux et touristiques. L'objectif : augmenter les revenus des familles, créer des emplois par la mise en valeur des ressources locales. « Il est important de favoriser un mécanisme d'appui au développement économique régional : le secteur public doit favoriser l'implantation d'entreprises socialement responsables et respectueuses de l'environnement, car ce sont elles qui, finalement, vont créer de la richesse localement », précise **Bernard Cloutier**, chef de projet pour le consortium au Guatemala.

Ce projet offre aux producteurs un accompagnement professionnel pour développer l'esprit d'entrepreneuriat et mieux cibler les marchés potentiels afin qu'ils puissent ainsi augmenter leurs profits et créer de l'emploi. Le PROSOL, réalisé dans une zone à 95 % autochtone, offre un appui particulier aux femmes et aux jeunes, ces derniers représentant 65 % de la population !

HAÏTI

PLUS DE 350 SOUS-PROJETS PRIORISÉS EN 3 ANS

Voici un exemple de développement communautaire probant en Haïti. Dans ce pays, grâce au Projet de développement communautaire participatif financé par la Banque mondiale, le CECI soutient le groupement féminin MOFAL. C'est un des 350 projets de développement participatif qui a pour but d'améliorer la qualité de vie des personnes et de développer leur esprit entrepreneurial. Ici, une unité de transformation du maïs permet aux femmes de générer des revenus. Les membres reçoivent aussi des formations techniques pour s'assurer de la bonne gestion des projets dont ils sont ensuite responsables.



PLUS D'UN MILLIARD
DE PERSONNES AFFAMÉES



Le CECI répond aux enjeux de souveraineté alimentaire grâce à une agriculture qui nourrit les populations sans polluer et qui génère des revenus décents pour les producteurs et productrices.

◀ HAÏTI

Augmenter la capacité de produire en consommant moins d'eau est le défi des agriculteurs. > PAGE 13

© CECI

BURKINA FASO

KARITÉ ET BISSAP

La filière karité détient dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest un important potentiel de développement économique, particulièrement pour les entreprises sociales féminines. Parmi les nombreux résultats accumulés dans cette filière depuis 15 ans, l'accent mis sur la qualité du produit a permis aux productrices d'améliorer leur positionnement sur les marchés domestiques et d'accroître leurs créneaux de marché en Europe et au Canada. D'ailleurs, le nombre de tonnes exportées au Canada a doublé de 2008 à 2009!

Inspirée de l'appui fourni à la production du karité, la commercialisation du jus de *bissap* – extrait de la fleur d'hibiscus – s'articule selon le même modèle. « Le *bissap* est très consommé localement, il est également de plus en plus apprécié sur les marchés nord-américains », explique **Roch Harvey**, chargé de projets Uniterra.



La filière karité regroupant le Niger, la Guinée, le Mali et le Burkina Faso rejoint plus de 10 000 femmes.

GUATEMALA

MYCÉLIUM À HUEHUETENANGO

Le CECI, par son programme Uniterra, soutient la production agroalimentaire dans les Amériques en cherchant la diversification et en valorisant les spécificités des acteurs locaux. La création du premier laboratoire de production de mycélium destiné à la culture de champignons représente une innovation au Guatemala. Exécutée sous de strictes normes de qualité et à moindre coût, cette initiative a rendu possible la production de champignons par des groupes de femmes provenant de quatre municipalités de Huehuetenango. « Grâce à ce laboratoire, la demande de matériel reproductif de champignons comestibles a augmenté de 300% et les groupes de femmes intéressées à cette production sont aussi en progression! » – **Marilena Bioli**, directrice, Amérique latine



PRODUIRE ET NOURRIR LOCALEMENT

Le CECI, la SOCODEVI et l'Union des producteurs agricoles-Développement international (UPA-DI) ont renouvelé pour trois ans leur entente de partenariat, ainsi, l'Alliance agricole internationale se poursuit. Selon **Pierre Lessard**, directeur du Centre de formation étude conseil (CFÉC) au CECI, « l'Alliance favorise la souveraineté alimentaire en valorisant les productions nationales afin de répondre à la crise alimentaire et économique en Afrique et dans les Caraïbes. »

C'est dans ce contexte que deux projets financés par l'ACDI ont été entrepris cette année. D'une part, le Projet de contribution à la sécurité alimentaire en Haïti vise à relancer la production rizicole locale pour la rendre plus compétitive par rapport au riz importé. D'autre part, le Projet Femmes et sécurité alimentaire au Niger mise sur celles-ci pour contrer les problèmes de la faim localement en créant entre autres des greniers villageois.

HAÏTI

FAVORISER LES RIZIÈRES

Trois organisations canadiennes (CECI, SOCODEVI et TECSULT) ainsi qu'une organisation haïtienne (PRODEVA) mettent en œuvre conjointement le Projet d'intensification agricole dans la région de l'Artibonite par un financement de la Banque interaméricaine de développement accordé au ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural d'Haïti. Les résultats performants de la phase pilote ont valu un renouvellement à ce projet orienté sur la riziculture et l'horticulture. Le consortium offre aux producteurs une assistance technique et un appui à la production, la transformation et la commercialisation afin d'augmenter le rendement et la qualité du riz local pour le rendre plus concurrentiel sur le marché haïtien. Le travail de la phase II se fait en étroite collaboration avec l'Organisme de développement de la vallée de l'Artibonite et se concentrera également sur la gestion de l'eau.

UNE PRÉOCCUPATION DE TOUS LES INSTANTS

Le Projet de réhabilitation et de valorisation du système d'irrigation de la région de Maury, dans la Vallée de l'Artibonite en Haïti, est mis en œuvre par le CECI en étroite collaboration avec l'Association des paysans pour le développement du Bas Artibonite et le ministère de l'Agriculture. Les utilisateurs sont au cœur de ce projet pour assurer le bon fonctionnement des infrastructures d'irrigation et améliorer la distribution de l'eau. De plus, il vise aussi les agriculteurs en les aidant à valoriser la production issue de leurs parcelles. Par exemple, on a distribué des semences de haricot à 63 groupes solidaires de planteurs. Ainsi, les agriculteurs ont pu stocker une partie des produits pour la vendre après la saison pluvieuse. Plus récemment, 23 groupes ont aussi obtenu du crédit dans le cadre d'une campagne similaire, cette fois pour l'achat de semences de maïs. En période d'insécurité alimentaire, ce genre d'initiative assure des revenus à l'année et une nutrition appropriée pour toutes et tous.

TADJIKISTAN

UNE APPROCHE INNOVANTE ET ENVIRONNEMENTALE

Le projet *Facilitating Agricultural Reform and Marketing in Sugd* (FARMS) contribue à améliorer la performance économique des producteurs et productrices agricoles de coton du Tadjikistan. Une nouvelle initiative est en cours dans le cadre de ce projet financé par l'ACDI. On veut tester un volet de culture du coton organique qui permettrait de tirer des bénéfices économiques, mais aussi environnementaux. « En n'utilisant pas de produits chimiques, la culture organique diminue les coûts des intrants et pourrait créer un créneau de marché permettant d'augmenter le prix de vente. Ça génère ainsi une augmentation des revenus pour les producteurs », souligne **Dilip Chinnakonda**, chargé de projets pour l'Asie. L'équipe du projet expérimente également une nouvelle technique de gestion de l'eau plus économe pour approvisionner cette production.

COOPÉRER.
ÉDUQUER. INFLUENCER.



Le CECI, un savoir-faire qui repose sur 50 ans d'expertise : favoriser l'échange Nord-Sud de compétences et ce, guidé par les besoins des populations.

◀ BURKINA FASO

Avec Uniterra, en cinq ans, plus de 445 000 personnes, dont 55 % de femmes, ont eu un meilleur accès à des services sociaux.

© Jonathan Decoste

HAÏTI

EXPERTISE DYNAMIQUE

Depuis novembre 2005, le Programme de coopération volontaire d'appui à la gouvernance (PCV) a répondu à la demande du gouvernement d'Haïti qui veut renforcer ses institutions publiques et les organisations civiles contribuant au développement du pays. Le programme, qui a pris fin en juin 2009, a envoyé des volontaires canadiens détenant une moyenne de 20 années d'expérience dans leur champ d'expertise respective. Malgré la complexité du contexte haïtien, le PCV a mobilisé près de 230 volontaires canadiens et 40 volontaires haïtiens de haut niveau, a formé près de 400 cadres haïtiens d'organisations et d'institutions locales et a renforcé les capacités de gestion et de services de 30 organisations et institutions haïtiennes partenaires du programme qui jouent un rôle clé en éducation, en développement local, en création d'emplois et en promotion des droits des femmes.

Lors du bilan de fin de programme tenu en mars 2009 à Port-au-Prince, les partenaires haïtiens ont reconnu la contribution des volontaires et l'effet mobilisateur du partenariat avec des organisations canadiennes. Ils ont demandé le renouvellement et l'expansion du programme et ont témoigné de la contribution considérable des volontaires canadiens. Au-delà des résultats strictement mesurables, la solidarité a aussi eu un effet redynamisant pour les organisations et les institutions haïtiennes.

AFRIQUE

VERS UN 7^e ART SOLIDAIRE

Projeté au Festival PanAfrica international de Vues d'Afrique, *Africorama – Il était une fois dans l'Ouest africain* relate l'expérience professionnelle et humaine de trois volontaires Uniterra qui effectuent un mandat de coopération internationale auprès de partenaires au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso. Lors de leur séjour, tous ces volontaires comprennent mieux les défis que doivent relever les pays du Sud. « Au Mali, plus de 60% des jeunes sont au chômage. Leur seule option consiste à se créer eux-mêmes de l'emploi en développant leurs propres entreprises », croit **Caroline Sangaré**, volontaire et participante à *Africorama*. Ce film, diffusé sur la chaîne Canal D à l'automne 2009, développé par Anémone Films et produit par Orbi XXI a été rendu possible grâce au soutien de Canal D, de l'ACDI ainsi que du CECI.

▲ 270 mandats, 31 partenaires
et 100% des résultats atteints.

RÉSEAUX D'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Dans le contexte actuel de crise économique, alimentaire et environnementale, l'économie sociale représente plus que jamais un outil de développement durable et efficace. Le programme Uniterra crée des ponts entre le Nord et le Sud en appuyant des réseaux nationaux d'économie sociale et solidaire, notamment par l'expertise de volontaires. Pris en charge pour et par des communautés, ces réseaux inclusifs répondent directement à leurs besoins et sont moins fragiles en période d'instabilité économique.

Le Réseau national d'appui à la promotion de l'économie sociale et solidaire (RENAPESS), créé en collaboration avec le ministère de la Solidarité et des Personnes âgées, représente une cinquantaine d'organisations et d'entreprises d'économie sociale maliennes. Il met en œuvre une stratégie de plaidoyer visant à influencer les politiques publiques afin de favoriser la création et le développement d'entreprises d'économie sociale au Mali.

Le Groupe d'intérêt économique–Développement de l'artisanat au Niger (GIE-DANI) est une structure de commercialisation et de formation qui représente 13 coopératives d'artisanat. Le Groupe réalise un projet d'alphabétisation des artisans et artisanes et de formation technique. Ce volet professionnel se fait en partenariat avec des formateurs québécois provenant de l'École de joaillerie de Québec et du Centre des métiers du cuir de Montréal.

UNITERRA 2

Fort de l'approbation récente de l'ACDI, le programme de coopération volontaire Uniterra est refinancé pour une période de cinq ans. « Pour cette prochaine phase, Uniterra ajoute une corde à son arc : la création d'une entité de gestion du savoir basée sur les expériences réalisées en Afrique, en Asie et dans les Amériques. »

— **Sylvain Matte**, directeur d'Uniterra

Approuvé et dupliqué

Uniterra est un modèle de coopération volontaire innovateur qui a fait ses preuves et qui intéresse maintenant d'autres acteurs de la coopération internationale. En effet, le programme partage son expertise en accompagnant *Austraining International* dans la mise en œuvre de son programme de volontariat international pour le développement. Cette entreprise d'État australienne a demandé l'appui du CECI pour transformer son programme de volontariat et passer du placement de volontaires à un programme de développement fondé sur le volontariat. La *Singapour International Foundation* s'est récemment mise en contact avec l'équipe d'Uniterra pour obtenir un appui similaire.

BOLIVIE

CONCERTATION INSPIRÉE D'UNE COURTEPOINTE

Le CECI est le récipiendaire du Prix d'excellence Bill-McWhinney en développement international décerné par l'ACDI pour le projet « Un *Aguayo* pour un accouchement sans risque » réalisé en Bolivie dans le cadre du programme Uniterra. Cette reconnaissance souligne l'excellence d'un projet faisant appel à l'action des volontaires qui améliorent les perspectives d'avenir d'une communauté dans un pays en développement. Ce projet est orienté vers l'amélioration de la santé des mères et des nouveau-nés. La Bolivie se place au 2^e rang, après Haïti, pour le plus haut taux de mortalité infantile en Amérique. « Quand je suis arrivée dans ce petit village de l'Altiplano avec mon mari et mes deux enfants, je me suis vite rendu compte que le projet était à l'image d'une grande courtepointe : la municipalité, la sage-femme, les médecins, toutes et tous étaient là avec leur expertise comme autant de magnifiques morceaux de la courtepointe. Toute la compétence était là pour que les femmes accouchent dans un milieu plus sécuritaire. Aujourd'hui, le projet continue et se reproduit dans d'autres communautés, il appartient aux communautés! » — **Miriam Rouleau-Perez**, volontaire en appui au projet

Au début du projet un *Aguayo*, 9% des accouchements avaient lieu avec un professionnel de la santé. En 9 mois, ils avaient augmenté à 45%.



GUATEMALA

DES COOPÉRATIVES VOIENT LE JOUR

Uniterra a aussi mené des activités similaires dans les Amériques. Le programme a appuyé la création de la Commission interinstitutionnelle de commerce équitable et solidaire du ministère de l'Économie au Guatemala. Cette commission, en collaboration avec l'agence de promotion des exportations AGEXPORT, a permis l'ouverture de nouveaux marchés et c'est ainsi que la coopérative Nueva Alianza exporte des noix de macadam, et la coopérative Chirrepec, du thé certifié équitable. « Cette certification est un gage de qualité et de respect des normes d'équité qui permet aux coopératives de vendre leurs produits sur des marchés internationaux et à des prix plus élevés », souligne **Marilena Bioli**, directrice, Amérique latine.

ENTREPRISES EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT... SOLIDAIRE

« La fibre entrepreneuriale est là ! Une extraordinaire volonté est en marche, il s'agit de soutenir ce développement, tandis que les gens d'affaires canadiens, plus que tout autre, pourraient s'impliquer en Afrique de l'Ouest tout en y gagnant aussi. »
— **Jean Gattuso**, chef des opérations chez A. Lassonde inc., à son retour du Mali en mars 2009, à la suite de sa participation à Congé solidaire. Il y a rencontré les entrepreneures productrices de karité et est revenu enthousiasmé, avec une vision nouvelle de l'Afrique.

Congé solidaire, un programme du CECI et de l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC), permet au personnel de compagnies et d'organisations partenaires de convertir une partie de leurs vacances annuelles en une affectation volontaire de deux à quatre semaines. Ces volontaires mettent à profit leurs connaissances et compétences dans un projet de développement international en Asie, en Afrique et dans les Amériques.

Voyez les témoignages vidéo de volontaires et de partenaires.

►► www.uniterra.ca

◀ GUATEMALA

Le volontariat en appui à la conservation du patrimoine culturel et des ressources locales maya.

© Carine Guidicelli

211 MILLIONS DE VICTIMES
DE DÉSASTRES NATURELS



Le CECI, reconnu et demandé pour répondre aux besoins de première nécessité des personnes sinistrées, reconstruire et assurer un avenir sécuritaire dans le respect et la dignité.

◀ BIRMANIE

L'expertise du CECI dépasse les frontières de ses bureaux. À la suite du cyclone *Nargis*, certains de nos experts népalais ont été dépêchés en zone sinistrée.

© Marcel Mueller, DirXions

BIRMANIE (MYANMAR)

PLUS DE 80 000 PERSONNES SECOURUES

Le 3 mai 2008, le cyclone *Nargis* dévastait la Birmanie et tuait 138 000 personnes. Dans un contexte politique difficile, le CECI a répondu immédiatement à la première urgence avec *Malteser International*, ONG bien implantée en Birmanie, afin de distribuer dans un premier temps plus de 5 000 trousse de survie aux rescapés. Puis, c'est avec ACTED (Agence d'aide à la coopération technique et au développement), une organisation française, que nous avons réalisé la seconde phase de l'assistance humanitaire auprès de plus de 80 000 personnes dans la région du Delta de l'Ayeyarwadi. Conjointement, les organisations ont procédé à l'assainissement de l'eau potable salinisée par le cyclone, la reconstruction de maisons, la distribution du nécessaire de base pour tout simplement survivre, comme des semences et des animaux de basse-cour.

Après des désastres naturels d'une telle ampleur, la relance économique des familles constitue un des nombreux et grands défis à relever. « La distribution de filets aux sinistrés dont la pêche est la principale source de revenus est ainsi devenue indispensable », ajoute **Dilip Chinnakonda**, chargé de projets pour l'Asie.

Grâce aux dons du public, aux fondations et aux communautés religieuses, le CECI a recueilli un peu plus de 600 000\$. Ces dons ont permis d'aller chercher une contribution supplémentaire de l'ACDI pour la mise en œuvre de ce projet.

Un cyclone fait 138 000 morts en Birmanie ; des milliers de personnes prisonnières de quatre ouragans en Haïti ; neuf meurtres par jour au El Salvador... Agissons !

VIETNAM

**PAYS DE CÔTES,
DE MONTAGNES...
ET DE DÉSASTRES NATURELS**

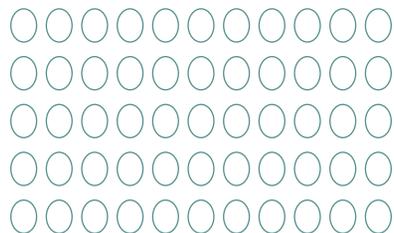
Dans les dix dernières années, le Vietnam a souffert de plusieurs désastres majeurs, dont les plus récents étaient le cyclone Lekima en octobre 2007 et le typhon Kammuri en août 2008. La situation ne cesse de s'aggraver. Écoutez deux reportages en baladodiffusion (*podcast*) pour comprendre comment le CECI et ses partenaires locaux avec l'appui de l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) et USAID se préparent et réagissent dans le cas de désastres naturels.

►► www.publication.ceci.ca

EL SALVADOR ►

« Ici, il n'y a pas de violence. »

© Jean-François Lemire, Shoot studio, (RTI-CECI)



HAÏTI

**DE VICTIMES DES OURAGANS
À PARTICIPANTS DE LA RECONSTRUCTION**

La succession des ouragans qui a frappé Haïti en août et septembre 2008 a fait des ravages sur son passage. Le CECI, reconnu pour réagir en situations critiques, a immédiatement mis en œuvre le projet Urgence Haïti. Avec les 713 000\$ récoltés auprès du public et des communautés religieuses, ajoutés aux contributions de l'ACDI, de la Ville de Montréal et du ministère des Relations internationales, cette initiative a rejoint 20 800 personnes dans six communes hautement sinistrées.

Par exemple, dans le quartier de Trou Sable aux Gonaïves, les équipes ont appuyé une opération humanitaire grandement réussie en distribuant des trousseaux d'hygiène familiale aux familles sinistrées. Le CECI en partenariat avec l'organisation locale Mains Unies (*Hands Together*) de concert avec plusieurs dizaines de jeunes du quartier et les familles affectées ont réalisé les activités de nettoyage des maisons et des rues du quartier – parfois même très tard la nuit après une dure journée de labeur.

De plus, le projet de relance des activités agricoles dans la plaine des Gonaïves financé par un fonds local de l'ACDI a permis de réhabiliter les infrastructures d'irrigation nécessaires à la production de riz dans cette région déjà affectée par l'insécurité alimentaire. Au cours de ces projets d'urgence, le CECI a agi en lien étroit avec la direction de la protection civile d'Haïti et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies.

EL SALVADOR

PRÉVENIR LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES

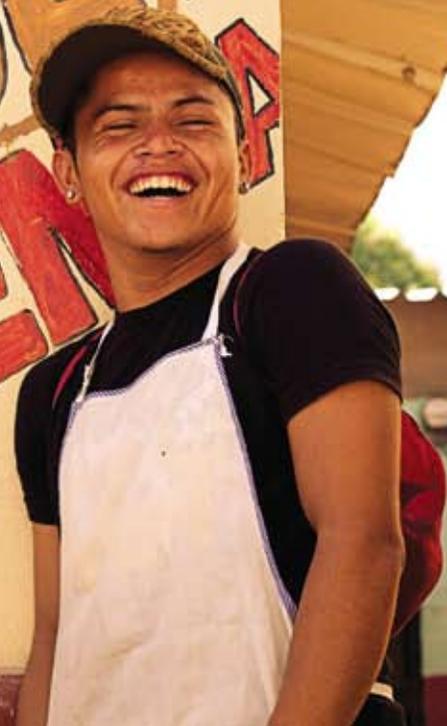
En 2008, neuf meurtres par jour ont eu lieu en moyenne au El Salvador, soit 3 179 au total.

C'est un des taux les plus élevés au monde. Les coûts annuels de la violence équivalaient à deux fois le budget national en éducation et en santé. Le Projet de prévention communautaire de la violence au El Salvador mis en œuvre par le CECI avec RTI International et financé par USAID a pour objectif de réduire l'insécurité en misant sur le potentiel des jeunes.

Bien que les gangs de rues commettent une part importante des crimes, les jeunes sont d'abord et avant tout les principales victimes de la violence. Afin d'aider ceux-ci à s'en sortir, le projet leur offre une série d'activités telles que le sport, l'éducation, la formation professionnelle, l'insertion en emploi et l'entrepreneuriat. Les actions menées par le projet dans la communauté d'Altavista résultent en une baisse : « On note une diminution des délits ainsi qu'une amélioration du sentiment de sécurité au sein de la population », explique **Alan Quinn**, directeur-adjoint du projet.

L'équipe du projet travaille en partenariat avec cinq municipalités salvadoriennes et en collaboration avec les mairies, les communautés, les institutions gouvernementales et les organisations de la société civile. Près de 200 000 personnes bénéficient de nouvelles activités de prévention qui sont menées par une douzaine d'organisations qui travaillent dans une vingtaine de communautés à risque.

AQUI
NO CABE
LA VIOLENCIA



LES FEMMES : PREMIÈRES VICTIMES
DE LA CRISE ÉCONOMIQUE



Le CECI vise un développement inclusif, équitable et durable qui transforme les rapports inégaux entre les femmes et les hommes et agit en faveur des droits des femmes. Le CECI refuse le statu quo.

◀ HAÏTI

Le Projet d'appui à la lutte contre les IST/VIH-SIDA en Haïti met en valeur la participation des femmes.

© Steeve Duguay

MALI

CHANGER LES POLITIQUES

Le CECI, par l'intermédiaire de son Projet d'égalité entre les femmes et les hommes (PROJES), appuie principalement le ministère de Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille dans l'élaboration de sa Politique nationale d'égalité entre les femmes et les hommes au Mali. Actuellement en consultation dans huit régions pour recueillir les commentaires de la population et de la société civile malienne, cette politique devrait être adoptée sous peu. Celle-ci légifère sur différents aspects comme la violence faite aux femmes, l'éducation, la parité en politique ou encore la contribution des femmes au développement économique.

Le PROJES appuie deux autres ministères et deux organisations de la société civile en ce qui a trait à l'égalité entre les femmes et les hommes, en offrant notamment de l'appui institutionnel et des formations. « Nous travaillons aussi avec le ministère de la Justice sur un projet d'appui à l'adoption du Code de la famille, ce qui permettra de le faire connaître aux quatre coins du pays et dans plusieurs langues. Surtout, nous espérons le faire adopter par l'Assemblée nationale », explique **Louise Camiré**, chargée de projet. Finalement, le projet contribue à réduire l'excision grâce à plusieurs activités de sensibilisation des communautés pour l'abandon de cette pratique.

AFRIQUE DU SUD

DROITS DES FEMMES

Une des approches du programme de coopération volontaire Uniterra en ce qui a trait à l'égalité entre femmes et hommes vise, entre autres, à promouvoir le réseautage des organisations de femmes et à susciter le dialogue entre l'État et la société civile afin que les revendications des femmes soient portées au niveau politique.

Uniterra a appuyé, en novembre 2008, la participation d'une quinzaine d'organisations de femmes des Amériques, d'Asie et d'Afrique au 11^e Forum international de l'Association for Women Rights in Development (AWID) en Afrique du Sud. Le but : alimenter leurs connaissances des enjeux propres aux femmes partout dans le monde ainsi qu'établir des liens entre réseaux féministes et autres organisations de femmes.

Un séminaire professionnel sur le thème Droits des femmes et réseautage a également été organisé en marge du Forum afin de créer des liens entre les pays où Uniterra intervient et déterminer des actions conjointes et des stratégies d'actions pour les cinq prochaines années. La thématique des violences faites aux femmes est une des préoccupations communes à l'ensemble des continents.



BOLIVIE

ACCÈS À L'EAU : UNE PROBLÉMATIQUE FÉMININE

Le manque d'accès à l'eau est une problématique qui touche particulièrement les femmes à cause de leur rôle dans la gestion de cette ressource au quotidien. *Articulación de mujeres por la equidad y la igualdad* (AMUPEI) est un réseau bolivien d'organisations féminines qui agit sur la promotion des droits des femmes et un meilleur accès de ces dernières aux services, dont l'eau. AMUPEI contribue à faire valoir le rôle particulier des femmes dans la société et œuvre à la mise au point d'une politique publique pour la gestion équitable et participative de la ressource en eau.

« L'expertise d'Eau Secours!, partenaire québécois d'Uniterra, a donné de nouveaux outils de travail à AMUPEI, comme une méthode de mesure simple de la toxicité de l'eau, mais cet échange d'expertise s'est en fait concrétisé en réciprocité! », précise **Diane Bachand**, chargée de programme Uniterra. De janvier 2008 à mars 2009, Uniterra a facilité les échanges entre ces deux partenaires, engendrant ainsi des actions communes.

80 % des maladies, dans les pays en développement, sont liées à l'eau. 1,7 million de personnes en meurent chaque année.

◀ VIETNAM

En dépit des progrès, le statut des femmes dans les zones rurales et celui de celles non mariées restent préoccupants.

© Patrick Alley

ÉGALITÉ

DES RÉSULTATS STRATÉGIQUES

Le CECI a une expertise reconnue dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes (ÉFH). Son équipe de spécialistes en ÉFH est en mesure d'offrir des services d'étude et d'analyse sur les politiques et stratégies de développement ainsi que sur des enjeux sectoriels. Au sein du Centre de formation, étude et conseil (CFÉC) du CECI, l'équipe ÉFH offre de la formation aux équipes de mise en œuvre de ses projets, ainsi qu'à des organisations externes. Cette année, les spécialistes de la question ont notamment pris part à une troisième mission touchant cette fois-ci au renforcement des capacités du *Forum For Agricultural Research in Africa* dans le cadre du Projet sur l'égalité des sexes et les institutions régionales africaines financé par l'ACDI et réalisé en consortium avec la *Foundation for International Training*. Elles ont aussi apporté un appui-conseil pour les stratégies d'égalité au Projet de développement économique rural du district de Sololà, ainsi qu'au PALIH2. Le moteur? Le renforcement du pouvoir; il s'applique tant aux processus qu'aux résultats de développement, et constitue un préalable essentiel à l'avancement politique, social, économique, culturel et environnemental de tous les peuples.

FEMMES ET FILLES EN SANTÉ

En raison de l'impact des rapports inégaux entre les femmes et les hommes sur la santé, le Projet d'appui à la lutte contre les IST/VIH/SIDA en Haïti (PALIH2) a intégré la dimension ÉFH dans toutes les composantes et stratégies du projet. **Hélène Lagacé**, spécialiste en égalité entre les femmes et les hommes, explique : « Parmi les facteurs socioculturels aggravant la transmission des infections sexuellement transmises et du sida, nous pouvons citer notamment la réalité des partenaires multiples, les relations sexuelles forcées entraînant des lésions et la faible capacité des femmes à négocier des rapports sexuels protégés. » Dans le but d'y faire contrepoids, le PALIH2 offre des formations afin de changer les comportements. Le PALIH2, mis en œuvre par le Centre de coopération internationale en santé et développement (CCISD) et le CECI, soutient la réduction du taux de prévalence des IST et du VIH/SIDA dans la région de l'Artibonite.

En Artibonite, plus de 350 000 personnes ont bénéficié des services du projet.

– TAUX DE PRÉVALENCE EN 2001 : 5 % ; EN 2008 : 2,2 %.

SOLIDARITÉ : RELATIONS ENTRE
PERSONNES QUI S'ENTRAIDENT



Après 50 ans, le dynamisme du CECI, son professionnalisme et sa constance dans la construction d'un monde meilleur et solidaire ne se démentent pas.

◀ CANADA

Quatre artisans et artisanes du Niger ont installé un salon touareg lors du 50^e anniversaire du CECI à Montréal. Stage et rencontres avec les médias étaient aussi au menu lors de leur séjour d'un mois.

© Christian Tessier

LE CECI EST PLUS VERT

Bien que le CECI soit reconnu pour ses activités de développement dans les pays les plus pauvres de la planète, son personnel mène aussi des actions bénévoles en lien avec la mission de l'organisation. Par exemple, le comité Éthico-Vert, né en 2007 à l'initiative d'un groupe dynamique et volontaire, continue de mettre en œuvre des actions pour améliorer les comportements et les habitudes du personnel en ce qui a trait à l'environnement et à la consommation responsable. L'équipe valorise les petits gestes quotidiens visant la réduction des ressources jusqu'à la mise en œuvre d'une politique institutionnelle de développement durable.

FÊTER ÉCOLO

L'organisation des festivités entourant le 50^e de l'organisation en est notamment un bon exemple. Les différents événements en lien avec cet anniversaire ont été réalisés avec une préoccupation résolument verte. En plus de respecter la règle des 3R (réduire, recycler, réutiliser), les réceptions qui ont eu lieu à Montréal, Ottawa et Québec eurent un franc succès. Partenaires, communautés religieuses, volontaires, personnel, membres de la corporation, Amis et Amies et anciens ont célébré 50 ans d'engagement responsable. Ces célébrations rendaient hommage non seulement à toutes celles et tous ceux qui ont contribué à l'histoire du CECI, mais aussi aux dizaines de milliers de personnes mobilisées dans le monde entier pour la réalisation d'un monde plus juste, plus équitable et

plus durable. Plus de 1 000 personnes ont participé à l'une ou l'autre des activités, dont 30 organisations du Sud et du Nord. « Cette diversité d'horizons démontre bien la complémentarité et la richesse de nos partenariats », s'est réjoui **Michel Chaurette**, le directeur général en poste à ce moment.

De nombreuses personnalités publiques ont assisté à l'événement du 4 octobre à Montréal, animé par Luck Mervil, le parrain du CECI. Le conférencier et environnementaliste Steven Guilbeault, Son Excellence madame Sina Maïga Damba, ministre de la Condition féminine, de l'Enfance et de la Famille du Mali et présidente d'honneur, ainsi que des ambassadeurs de plusieurs pays dont le Niger, le Mali, la Bolivie, et le consul général d'Haïti, M. Pierre-Richard Casimir, qui a remis le prix aide humanitaire, ont notamment pris part aux célébrations. Le conseil d'administration a rendu hommage à 18 personnes ou organisations qui se sont distinguées dans six champs d'excellence du CECI. **Découvrez les candidatures sélectionnées et gagnantes ▶▶▶ www.publication.ceci.ca**

Ces événements heureux et d'autres plus graves tels que les émeutes de la faim et d'autres crises humanitaires ont donné l'occasion au CECI de se prononcer dans plusieurs médias. Cette année, on note une couverture de presse sans précédent, ce qui a permis à l'organisation de mettre de l'avant sa mission de lutte contre la pauvreté et l'exclusion et de souligner l'apport des 10 000 volontaires et membres du personnel qui ont forgé le CECI au fil des cinq dernières décennies.

MULTIPLIER LA GÉNÉROSITÉ

Avec un total de 1 632 000\$ de dons, le CECI a pu soutenir pour plus 16 500 000\$ en activités concrètes de lutte contre la pauvreté, les dons accomplissant un effet de levier extraordinaire pour obtenir des fonds supplémentaires auprès des donateurs institutionnels comme l'ACDI, et ce, à raison de 10\$ pour chaque dollar donné. Merci aux communautés religieuses, toujours aussi fidèles à la mission du CECI en faveur des communautés locales d'Asie, d'Afrique et des Amériques. Dédié et fidèle à la cause, le personnel du CECI a une fois de plus fait preuve de créativité, de générosité et d'enthousiasme pour récolter 14 000\$ destinés à la collecte de fonds.

VOLONTAIRES DE PAROLE

Les volontaires et partenaires d'Uniterra sont souvent conviés à participer à des événements publics d'envergure. Ces activités sont liées à de grandes campagnes telles que la Journée internationale de la femme, la Quinzaine du commerce équitable, les Journées québécoises de la solidarité internationale ou encore la Journée internationale des volontaires. Toutes et tous, sur la base de leurs expériences, peuvent agir comme porte-parole de leur secteur d'intervention et de la coopération internationale en général. Ils et elles accordent fréquemment des entrevues aux médias, donnent des conférences ou encore partagent leur opinion avisée sur des forums en ligne.

REGÉNÉRATION 2008 : LES JEUNES PRÉPARENT UN AVENIR DURABLE

Du 10 au 21 août 2008, la ville de Québec a accueilli ReGénération 2008, l'édition canadienne du Congrès mondial des jeunes qui a rassemblé 500 jeunes en provenance de 110 pays. Le 12 août, Uniterra a fièrement appuyé l'organisation de la Marche mondiale des jeunes à laquelle ont participé près de 1 000 jeunes dans le Vieux-Québec, soulignant ainsi la Journée internationale de la jeunesse de l'ONU. L'artiste humaniste Luck Mervil, porte-parole d'Uniterra pour l'événement, a lancé le coup d'envoi de cette marche. Cette première activité issue du partenariat Uniterra avec le Chantier de l'économie sociale a permis à 18 jeunes volontaires des quatre coins du monde de présenter conférences et ateliers sur des modèles économiques inclusifs.

VALORISER LE SAVOIR ET LES COMPÉTENCES

Orienté vers l'objectif de contribuer à développer l'image de marque du CECI basée sur le savoir et les compétences, le CFÉC met en œuvre quatre chantiers. La formation, par une participation au Certificat en coopération internationale de l'Université de Montréal et par la populaire série de formations d'Initiation à la coopération internationale, demeure probablement l'élément le plus visible. La systématisation des approches d'intervention, la cohérence globale de notre profil institutionnel et la valorisation de nos résultats de développement sont toutes autant d'actions pour s'orienter vers l'atteinte de nos objectifs.

INFLUENCER POUR AMÉLIORER

Le CECI est très sollicité pour prendre position sur la crise alimentaire, le rôle de la société civile ou l'économie sociale. Le directeur général a fréquemment été invité à prendre la parole à diverses tribunes comme le Rendez-vous de la coopération canadienne et québécoise dans la francophonie, les Journées du développement international de l'ACDI ou la conférence de Bruxelles sur l'impact de la crise économique sur les pays en développement.

MAIN DANS LA MAIN AVEC LES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES

Le 49^e Congrès eucharistique international s'est tenu à Québec en 2008. Fondé par les Jésuites, le CECI a une longue histoire de collaboration et d'échanges avec les communautés et organisations religieuses. Ainsi, le CECI a participé à cet événement pour tisser des liens encore plus étroits avec les communautés religieuses et sensibiliser les participants et participantes d'horizons variés et de toutes les origines aux enjeux du développement et aux occasions de solidarité internationale avec le CECI.

MERCI AUX COMMANDITAIRES DU 50^e
Aéroports de Montréal, Rio Tinto Alcan,
Caisse d'économie solidaire Desjardins,
Air Canada – Horizons enfance, Paradoxe



1,2 MILLIARD DE PERSONNES ONT SEULEMENT CE DOLLAR PAR JOUR POUR VIVRE

Tout comme l'argent passe de main en main, faites passer ce rapport annuel. Laissez-le sur un banc, dans une bibliothèque, dans le métro, dans une salle de réunion, au bureau... N'importe où, pourvu qu'un maximum de gens puisse le lire. Car si notre bilan annuel est positif, celui de la pauvreté dans le monde demeure réel et préoccupant. Merci à tous ceux et celles qui nous ont soutenus et aidés durant cette année. En période de crise, la solidarité ne devrait jamais faiblir.

SIGNEZ CE BILAN POUR DÉNONCER CETTE SITUATION ET FAITES-LE CIRCULER

www.publication.ceci.ca 1 877 875-2324

ÉTATS FINANCIERS DU
CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE
31 MARS 2009

Rapport des vérificateurs Aux membres du conseil du Centre d'étude et de coopération internationale

Nous avons vérifié le bilan du Centre d'étude et de coopération internationale au 31 mars 2009 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Centre. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 mars 2009 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Samson Bélaire / Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE S.E.N.C.R.L.¹
LE 12 JUIN 2009

1. COMPTABLE AGRÉÉ AUDITEUR PERMIS N° 13852

État des résultats

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009

	2009	2008
	\$	\$
		(redressé, note 2)
Produits		
ACDI Partenariat	7 299 445	7 358 904
ACDI Bilatéral et autres	10 010 052	8 273 116
Autres bailleurs de fonds	12 465 141	10 448 607
Dons	1 631 957	911 597
Contributions sous forme de services rendus (note 11)	4 574 278	3 871 210
Autres revenus	521 557	476 222
	36 502 430	31 339 656
Charges		
Directions et services	6 695 014	6 402 642
Programmes	24 694 948	20 445 274
Contributions sous forme de services rendus (note 11)	4 574 278	3 871 210
Intérêts de la dette à long terme	169 765	180 651
Amortissement des immobilisations	287 040	315 723
	36 421 045	31 215 500
Excédent des produits sur les charges	81 385	124 156

État de l'évolution des actifs nets

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009

	Investis en immobilisations	Reçus à titre de dotation	Non affectés	TOTAL 2009	TOTAL 2008
	\$	\$	\$	\$	\$
		(note 10)			(redressé, note 2)
Solde au début déjà établi	1 591 867	8 385	897 666	2 497 918	2 376 705
Modifications de conventions comptables (note 2 i)	(50 344)	-	-	(50 344)	(53 287)
Solde au début redressé	1 541 523	8 385	897 666	2 447 574	2 323 418
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(280 293)*	-	361 678	81 385	124 156
Radiation d'immobilisations corporelles	(298 438)	-	298 438	-	-
Investissement en immobilisations	222 883	-	(222 883)	-	-
Remboursement de la dette à long terme	152 443	-	(152 443)	-	-
Cession d'immobilisations	(1 651)	-	1 651	-	-
Solde à la fin	1 336 467	8 385	1 184 107	2 528 959	2 447 574

* Comprend l'amortissement des immobilisations de 287 040\$, l'amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations de 6 130\$ et le gain à la cession d'immobilisations de 617\$

Bilan

AU 31 MARS 2009

	2009	2008
	\$	\$
	(redressé, note 2)	
Actif		
À court terme		
Encaisse	5 155 394	4 272 161
Dépôt à terme, 0,25 %, échéant en avril 2009	94 853	77 241
Débiteurs (déduction faite d'apports reportés de 1 883 \$; 161 191 \$ en 2008)	612 405	911 290
Avances à des partenaires	1 477 615	1 943 479
Charges payées d'avance	225 714	413 988
	7 565 981	7 618 159
Immobilisations corporelles et incorporelles (note 5)	3 974 991	4 338 620
	11 540 972	11 956 779
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	2 111 766	1 760 838
Somme à payer – Plan de retraite (note 8)	220 979	86 812
Apports reportés (déduction faite de débiteurs de 888 498 \$; 853 649 \$ en 2008)	4 040 744	4 864 458
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 7)	159 195	152 355
	6 532 684	6 864 463
Apports reportés afférents aux immobilisations (note 9)	111 099	117 229
Dette à long terme (note 7)	2 368 230	2 527 513
Actifs nets		
Investis en immobilisations	1 336 467	1 541 523
Reçus à titre de dotation (note 10)	8 385	8 385
Non affectés	1 184 107	897 666
	2 528 959	2 447 574
	11 540 972	11 956 779

État des flux de trésorerie

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009

	2009	2008
	\$	\$
	(redressé, note 2)	
Activités d'exploitation		
Excédent des produits sur les charges	81 385	124 156
Ajustements pour :		
(Gain) perte à la cession d'immobilisations	(617)	158
Amortissement des immobilisations	287 040	315 723
Amortissement des apports reportés	(6 130)	(6 130)
Radiation d'immobilisations	298 438	-
	660 116	433 907
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation (note 12)	614 404	(678 430)
	1 274 520	(244 523)
Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme	(152 443)	(145 727)
Activités d'investissement		
Cession d'immobilisations	1 651	324
Acquisition d'immobilisations	(222 883)	(197 843)
Acquisition d'un placement	(17 612)	(77 241)
	(238 844)	(274 760)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	883 233	(665 010)
Encaisse au début	4 272 161	4 937 171
Encaisse à la fin	5 155 394	4 272 161
Information supplémentaire		
Intérêts payés	156 754	165 533

1. DESCRIPTION DE L'ORGANISME

Le Centre d'étude et de coopération internationale (le « Centre ») est constitué en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* du Québec.

Il participe à des activités de développement économique, social et culturel dans les pays du Tiers-Monde par la formation et l'envoi de coopérants volontaires et d'assistants techniques, la réalisation de projets, la recherche et la publication d'ouvrages spécialisés.

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

i) Modification de la méthode d'amortissement des équipements informatiques

Au cours de l'exercice, le Centre a décidé d'utiliser la méthode de l'amortissement linéaire au lieu de la méthode d'amortissement dégressif pour les équipements informatiques. Ce changement de méthode a été adopté car l'amortissement linéaire se rapproche davantage du rythme réel de dépréciation. La méthode de l'amortissement linéaire a été appliquée rétroactivement aux équipements informatiques des exercices antérieurs. L'incidence de ce changement sur les états financiers de 2009 est une augmentation de l'excédent des produits sur les charges de 2 185 \$ et une diminution du solde de l'actif net du début de 50 344 \$. Les résultats de 2008 présentés à des fins de comparaison ont été redressés rétroactivement pour refléter l'effet de la modification et il en résulte une augmentation de l'excédent des produits sur les charges de 2 943 \$ ainsi qu'une diminution du solde de l'actif net du début de 53 287 \$.

ii) Informations à fournir concernant le capital

Le Centre a adopté les recommandations du chapitre 1535 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (« ICCA ») intitulé « Informations à fournir concernant le capital ». Ce chapitre exige la présentation d'informations sur les exigences concernant le capital en vertu de règles extérieures et règlements internes. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les états financiers du Centre.

iii) Modifications comptables futures

En novembre 2008, l'ICCA a publié des modifications au chapitre 4400 « Présentation des états financiers des organismes sans but lucratif ». Ce chapitre a été modifié pour supprimer l'obligation de traiter les actifs nets investis en immobilisations comme une composante distincte des actifs nets pour plutôt laisser aux organismes sans but lucratif la possibilité de présenter ce montant comme une catégorie d'actifs nets grevés d'une affectation d'origine interne, ainsi que d'apporter des précisions selon lesquelles les produits et les charges doivent être comptabilisés et présentés sur la base des montants bruts lorsque l'organisme agit pour son propre compte dans une opération. Les modifications s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. Par conséquent, le Centre adoptera ces modifications à partir du 1^{er} avril 2009.

Le Centre évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ce nouveau chapitre sur ses états financiers.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le Centre a choisi de se prévaloir de l'exemption accordée par l'ICCA aux organismes sans but lucratif, permettant de ne pas appliquer le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA* qui impose aux entités de fournir des informations au sujet de l'importance des instruments financiers par rapport à l'entité, à leurs natures, à l'ampleur de leurs risques et à la façon dont l'entité gère ces risques, ainsi que le chapitre 3863 du *Manuel de l'ICCA* qui comporte les mêmes exigences en matière de présentation des instruments financiers que le chapitre 3861, ces chapitres s'étant autrement appliqués aux états financiers du Centre pour l'exercice terminé le 31 mars 2009. Le Centre continue de se conformer aux exigences du chapitre 3861 du *Manuel de l'ICCA*.

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et tiennent compte des principales conventions comptables suivantes :

Constatation des produits

Le Centre applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus à titre de dotation sont constatés à titre d'augmentations directes des actifs nets.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Constatation des opérations étrangères

Le Centre comptabilise ses charges suivant les pratiques comptables suivantes :

- i) Les achats d'immobilisations engagées pour les activités outre-mer sont imputés comme charges d'exploitation, à l'exception des immobilisations des directions régionales qui sont capitalisées.
- ii) La plupart des gains et des pertes liés aux fluctuations des taux de change sont imputés aux programmes dans lesquels ils sont réalisés.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après. Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par le Centre. La comptabilisation à la date de règlement est utilisée.

Classification

Encaisse	détenus à des fins de transaction
Dépôts à terme	détenus à des fins de transaction
Débiteurs et avances à des partenaires	prêts et créances
Créditeurs et charges à payer	autres passifs
Somme à payer – Plan de retraite	autres passifs
Dette à long terme	autres passifs

Détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs financiers qui sont généralement acquis en vue d'être revendus avant la date d'échéance ou qui ont été désignés comme étant détenus à des fins de transaction. Ils sont mesurés à la juste valeur à la date de clôture. Les fluctuations de la juste valeur qui incluent les intérêts gagnés, les intérêts courus, les gains et pertes réalisés sur cession et les gains et pertes non réalisés sont inclus dans les autres revenus.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Autres passifs

Les autres passifs sont comptabilisés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comprennent tous les passifs financiers autres que les instruments dérivés.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction liés aux actifs financiers détenus à des fins de transaction sont passés en charge au moment où ils sont engagés. Les coûts de transaction liés aux autres passifs et aux prêts et créances sont comptabilisés en augmentation de la valeur comptable de l'actif ou en diminution de la valeur comptable du passif et sont ensuite constatés sur la durée de vie prévue de l'instrument selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Méthode du taux d'intérêt effectif

Le Centre utilise la méthode du taux d'intérêt effectif pour constater le produit ou la charge d'intérêt, ce qui inclut les coûts de transaction ainsi que les frais, les primes et les escomptes gagnés ou engagés relativement aux instruments financiers.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties selon les méthodes et les taux annuels suivants :

Bâtiments	LINÉAIRE	4 %
Mobilier et équipement	DÉGRESSIF	20 %
Équipement informatique	LINÉAIRE	25 %
Matériel roulant	DÉGRESSIF	30 %
Logiciels	LINÉAIRE	25 %
Améliorations locatives	LINÉAIRE	selon la durée des baux

Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice tandis que les éléments non monétaires sont convertis au taux de change historique. Les justes valeurs sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen en vigueur durant l'exercice. Les gains ou les pertes résultant de ces conversions sont imputés à l'état des résultats.

Comptabilisation des coentreprises

Le Centre détient des participations dans des coentreprises. Les participations sont comptabilisées à la valeur de consolidation.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

4. PARTICIPATION DANS DES COENTREPRISES

Le Centre participe à des projets d'entraide internationale au moyen de la création de coentreprises. Ces projets en consortium ont généré des revenus et des dépenses approximatifs de 15 258 000 \$ en 2009. Le pourcentage de participation du Centre dans les revenus de gestion varie généralement entre 30 % et 60 %.

Au 31 mars 2009, les états financiers du Centre incluent les montants suivants, attribuables aux projets en coentreprises :

	\$
Actifs	3 529 923
Créditeurs et charges à payer	902 201
Apports reportés	2 807 686

5. **IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

	2009			2008
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles				
Terrain	869 445	-	869 445	869 445
Bâtiments	3 337 228	669 672	2 667 556	2 794 474
Mobilier et équipement	1 027 206	931 383	95 823	93 734
Équipements informatiques	607 336	531 992	75 344	70 395
Bibliothèque	-	-	-	325 567
Matériel audiovisuel	-	-	-	565
Matériel roulant	482 944	315 134	167 810	164 588
Améliorations locatives	65 340	1 867	63 473	-
	6 389 499	2 450 048	3 939 451	4 318 768
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	183 825	148 285	35 540	19 852
	6 573 324	2 598 333	3 974 991	4 338 620

La juste valeur des deux immeubles, déterminée selon la méthode du revenu au 7 janvier 2005, est d'environ 6 000 000\$. Selon la méthode de comparaison, la juste valeur est sensiblement la même.

Au cours de l'exercice, le Centre a révisé la durée de vie utile des volumes de la bibliothèque. Cette révision a eu pour effet d'augmenter la charge de « Directions et Services » de l'exercice pour un montant de 298 438\$.

La collection de volumes étant obsolète et n'ayant pas de valeur marchande sinon une valeur patrimoniale, la bibliothèque étant fermée au public depuis 2001 et le Centre n'anticipant pas d'avantages futurs sur cet actif, la bibliothèque a donc été radiée des actifs du Centre.

6. EMPRUNT BANCAIRE

Le Centre dispose d'un crédit d'exploitation d'un montant autorisé de 2 400 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel, garanti par une hypothèque mobilière sur l'universalité des créances et est remboursable à demande. Le solde au 31 mars 2009 est nul.

7. DETTE À LONG TERME

	2009	2008
	\$	\$
Emprunt garanti par une hypothèque de 1 ^{er} rang sur un bâtiment d'un montant maximum autorisé de 1 121 250 \$, remboursable par versements mensuels de 3 738 \$ plus les intérêts de 6,65 %, renouvelable le 15 janvier 2012, échéant le 15 janvier 2017	799 825	844 675
Emprunt garanti par une hypothèque de 2 ^e rang sur un bâtiment, remboursable par versements mensuels de 4 050 \$, intérêts de 6,7 %, renouvelable le 15 février 2010, échéant le 15 février 2017	297 748	325 389
Emprunt garanti par une hypothèque de 1 ^{er} rang sur un bâtiment, remboursable par versements mensuels de 12 248 \$, intérêts de 6,5 %, renouvelable le 29 septembre 2019, échéant le 29 décembre 2021	1 233 166	1 297 719
Emprunt garanti par une hypothèque de 1 ^{er} rang sur un bâtiment, remboursable par versements mensuels de 1 821 \$, intérêts de 6,5 %, renouvelable le 24 août 2010, échéant le 24 mars 2022	190 436	199 585
Emprunt remboursable par versements annuels de 6 250 \$ plus les intérêts, échéant le 15 décembre 2009 et portant intérêt à 5,0 % en 2009 et 4,0 % en 2008	6 250	12 500
	2 527 425	2 679 868
Tranche échéant à moins d'un an	159 195	152 355
	2 368 230	2 527 513

7. DETTE À LONG TERME (SUITE)

Les remboursements estimatifs en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

	\$
2010	159 195
2011	160 247
2012	167 815
2013	176 367
2014	185 262

8. SOMME À PAYER – PLAN DE RETRAITE

La somme à payer – plan de retraite est composée des montants accumulés dans le cadre d'un plan de retraite pour les employés du CECI en Haïti. Le Centre contribue à ce plan de retraite à cotisations déterminées en contribuant à parts égales à celles des employés. Les cotisations versées ainsi que la charge de l'exercice ont été de 55 579 \$ (43 406 \$ en 2008). Cette somme est présentée à l'état des résultats.

9. APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS

Les apports reportés afférents aux immobilisations représentent des apports reçus pour acquisition d'immobilisations. Ils sont amortis selon les mêmes méthodes et taux que les immobilisations correspondantes. Les variations de l'exercice sont les suivantes :

	2009	2008
	\$	\$
Solde au début	117 229	123 359
Amortissement de l'exercice	6 130	6 130
Solde à la fin	111 099	117 229

10. ACTIFS NETS REÇUS À TITRE DE DOTATION

Les actifs nets reçus à titre de dotation sont composés de :

- a) un montant de 4 305 \$ grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources doivent être conservées en permanence dans le Fonds Pelletier. Les revenus de placement afférents sont affectés au financement de projets visant l'éducation et la formation des filles et des femmes;
- b) un montant de 4 080 \$ grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources doivent être conservées en permanence dans le Fonds Jean Bouchard. Les revenus de placement afférents sont affectés au financement de projets visant les besoins humains fondamentaux.

11. CONTRIBUTIONS SOUS FORME DE SERVICES RENDUS

Les contributions sous forme de services rendus représentent la valeur de la contribution fournie par les participants aux programmes de coopération volontaire. Cette valeur a été révisée à la suite d'une étude réalisée par le CECI en 2006. Cette dernière prend en compte les changements survenus dans les programmes de coopération volontaire et le travail de volontariat effectué au Canada. L'étude s'appuie sur des données récentes de Statistique Canada.

Les contributions sous forme de services rendus par les membres du conseil d'administration ne sont pas tenues en compte dans ces données.

12. VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION

	2009	2008
	\$	\$
Débiteurs	298 885	(107 242)
Avances à des partenaires	465 864	(935 741)
Charges payées d'avance	188 274	(101 481)
Créditeurs et charges à payer	350 928	340 120
Somme à payer – Plan de retraite	134 167	86 812
Apports reportés	(823 714)	39 102
Total	614 404	(678 430)

13. ENGAGEMENTS

En vertu de contrats de location d'équipements renouvelables et non résiliables échéant jusqu'en décembre 2015, le Centre s'est engagé à verser la somme de 150 188 \$ de la manière suivante :

	\$
2010	18 490
2011	25 150
2012	24 955
2013	23 980
2014 et suivantes	57 613

14. ÉVENTUALITÉS ET AUTRES ENGAGEMENTS

Le Centre fait l'objet de litiges dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis que ces litiges n'auront pas d'effet important sur sa situation financière. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée.

Le Centre a signé des ententes d'association avec d'autres organisations pour la réalisation de projets. Face aux bailleurs de fonds, ces ententes rendent le Centre responsable de manière conjointe et solidaire avec ces autres organisations. Au 31 mars 2009, les ententes signées totalisent près de 96 700 000 \$ et viennent à échéance jusqu'en décembre 2015. La direction est toutefois d'avis qu'il n'y a pas de risque important, car toute association pour la réalisation d'un projet fait l'objet d'un contrat entre les organisations, dans lequel sont précisées clairement les responsabilités financières respectives des associés.

15. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de change

Le Centre effectue plusieurs transactions en devises et est donc exposé aux fluctuations des devises. Le Centre ne gère pas activement ce risque, la plupart des gains et des pertes de change faisant partie des coûts des programmes.

Le bilan inclut les montants suivants en dollars canadiens à l'égard d'actifs et de passifs financiers dont les flux de trésorerie sont libellés dans les devises suivantes :

	2009	2008
	\$	\$
Dollars US :		
Encaisse	2 616 166	2 091 399
Débiteurs	185 649	175 257
Avances à des partenaires	535 613	588 274
Créditeurs et charges à payer	87 277	37 963
Apports reportés	1 328 149	2 155 607
Somme à payer – Plan de retraite	220 979	86 812
Francs CFA :		
Encaisse	448 164	813 918
Débiteurs	16 548	-
Avances à des partenaires	156 883	-
Créditeurs et charges à payer	182 000	13 195
Apports reportés	240 574	72 152
Gourdes Haïtiennes :		
Encaisse	532 702	188 337
Débiteurs	107 457	17 551
Avances à des partenaires	168 616	843 102
Créditeurs et charges à payer	31 917	-
Autres devises :		
Encaisse	748 048	523 772
Débiteurs	13 778	25 473
Avances à des partenaires	220 100	512 103
Créditeurs et charges à payer	4 957	17 150
Apports reportés	280 309	106 276

15. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Juste valeur

Les justes valeurs des débiteurs, des avances à des partenaires et des créiteurs et charges à payer correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme est mesurée en actualisant les flux de trésorerie résiduels prévus au taux d'intérêt que le Centre estime pouvoir obtenir actuellement pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. La juste valeur de la dette à long terme correspond approximativement à sa valeur comptable.

16. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.



CECI

1 632 000 \$ EN DONNS MERCII!

MERCI À NOS DONATEURS ET DONATRICES

Les personnes et organisations suivantes — hormis celles qui ont préféré garder l'anonymat — ont versé les contributions indiquées :

5000\$ et plus

INDIVIDUS

Rebeca Aldama
Koop Alkema
Annie Altidor
Jerry Antonyk
Aline Barville
David Baril
Jonathan Marcoux
Daniel Chaurette
Monique Daigneault
Zoé Désilets
Henriette Dostaler
Antoine Fiset-Ricci
Louis-Philippe Huot
Lyne Labrèche
Lucille LaFrance
Claudia Fiore Leduc
Arleigh Regan
Alain Roy
Yvan Roy
Pamela Sibi Lawson
M. Stirling & Patricia Smedley

FONDATEURS ET COMPAGNIES

Abbott
Aéroports de Montréal
Caisse Centrale Desjardins
G.C. Marketing Inc.
Groupe Investors
JI-IMAFOR Inc.
Loto Québec
Quédition Inc.
Rio Tinto Alcan
Universalia Management Group

1000\$ et plus

INDIVIDUS

Josée Blanchette
Jacqueline Brodeur
Barbara Brown
Maurice Dongier
Lorraine Guilbault-Généreux
Jonathan Marcoux
Brigitte Moreau
Isabelle Pèladeau
Josette Richard
Pierre Sicard
Jacinthe Voyer

FONDATEURS ET COMPAGNIES

9051-5511 Québec Inc.
Transport R. Paiement
Howick Foundation
La Galerie Encadrex (1991) Inc.

5000\$ et plus

INSTITUTIONS RELIGIEUSES

Congrégation des Sœurs
Notre-Dame Auxiliatrice
Dominicaines Missionnaires
Adoratrices
Filles de la Charité du
Sacré-Cœur de Jésus
Œuvres Hedwidge Buisson
Œuvres Marie-Anne Lavallée
Organisme d'entraide D.M.A.
Religieuses de Jésus-Marie
Sœurs Antoniennes de Marie
Sœurs de Miséricorde
Sœurs de Saint-François
d'Assise
Sœurs de Sainte-Marthe
de Saint-Hyacinthe

10000\$ et plus

INSTITUTIONS RELIGIEUSES

Centre Missionnaire
Sainte-Thérèse
Congrégation de Notre-Dame
Corporation des Sœurs
Franciscaines
Filles du Cœur de Marie
Filles Réparatrices
du Divin Cœur
Frères de Saint-Gabriel
du Canada
Œuvres Le Royer
Œuvres Régis-Vernet
Petites Franciscaines de Marie
Sœurs de la Charité d'Ottawa
Sœurs de la Charité
de Saint-Hyacinthe
Sœurs de la Sainte-Famille
de Bordeaux
Sœurs de Saint-Joseph
de Saint-Hyacinthe
Sœurs Maristes
Sœurs Servantes du
Saint-Cœur de Marie

MEMBRES DE LA CORPORATION

La base corporative du CECI est formée d'au plus 100 personnes issues de divers milieux qui, en principe, sont toutes représentées au Conseil.

ALAVO Yves

BAH Boubacar
BARRY Judith
BATRIE Raymond
BEAULIEU Christiane
BÉLANGER Pierre s.j.
BÉLISLE Michel
BERNIER Claude
BERNIER Marc-François
BIBEAU Pierre
BILODEAU Ronald
BLONDEAU Lucie S'
BOILY Nicole
BORLACE Patricia
BOUCHARD Thérèse
BOUVETTE André
CAMIRAND Daniel
CAZA Lorraine cnd
CHAURETTE Michel
CHAUSSÉ Gilles s.j.
CHAZEL Marie-Pierre
CORBO Claude
CÔTÉ Bertrand
CÔTÉ Pierre F.
DÉCALUWÉ Bernard
DELISLE Marie-Andrée
DEMERS Rosario
De PLAEN Renaud
DÉSILETS Georges
DION Pierre
DOTTO Laurence
DUFOUR Mario
FILLION Martine
FORTIN Annie
GOULET Louis-Joseph s.j.
HAVARD Chantal

HÉBERT Ernest

JEAN Michaëlle
JODOIN Michèle
JOHNSON Pierre Marc
JOURNEAULT Johanne
JUNEAU Pierre
KEATON Robert
KOVAC Susan
LABONTÉ Benoît
LAFRANCE Myriam
LAPIERRE François M^{re}
LAPORTE Suzanne
LAVERGNE Valérie
LAVIGNE Marc
LEBLANC Clémence
LECLERC Yvon
LEDUC Gisèle S'
LEFEBVRE Marcel
LEMARIER Andrée
LETENDRE Robert
LUSSIER Gilles M^{re}
MARCHESSAULT Gigi
MARCEL Caroline
MERCURE Daniel
MERVIL Luck
MOISSET Jean-Joseph
MORAIS Nicole
MORIN Mireille S'
NEAMTAN Nancy
OUELLET Marie-Marthe
OUELLET Richard
PAL Mariam S.
PAPINEAU Claude
PAQUET-SÉVIGNY Thérèse
PARENT Elizabeth
PARENT Lucie

PICHETTE Pierre

POTVIN Fernand
POULIOT Charles
PROULX Marie-Ève
PROULX Nathalie
RACICOT Pierre
RIEL Patricia
RINFRET Louis-André
ROBERT Brigitte
ROBERT Louis s.j.
ROY Raymond
SAINTE-MARIE Paule
SAMSON Anie
SAMSON Michel
SAULNIER Anne-Marie
SAUVAGE Danielle
SIMARD Jean-François
SIMARD Tony
ST-JEAN Benoît
TOUSIGNANT Jacques
TREMBLAY Sylvie
TRUNG Nguyen
VÉZINA Monique
VINCELETTE Jean
VITEZ François

Membres honoraires

BACHAND Diane
GUILBAULT Gisèle
HERVIEUX Bernard
MARCIL Michel s.j.
PION Gilles s.j.
ROCHON Jocelyne
ROY Jean-Marie
VACHON Fabienne

BIRMANIE (MYANMAR) ►

© Marcel Mueller, DirXions



COORDINATION
Myriam Fehmiu, Carine Guidicelli

RÉDACTION
Myriam Fehmiu, Carine Guidicelli
Stéphanie Vallet

RÉVISION
Thema

PHOTO COUVERTURE
Myriam Fehmiu

IMPRESSION
Impresse

TIRAGE
1 000 exemplaires français
500 exemplaires anglais

© 2009
Imprimé au Canada

Papier Rolland ENVIRO 100 PRINT
100 % postconsommation



Toutes les activités du CECI au Canada et dans le monde n'auraient pu être possibles sans le financement de notre partenaire canadien, l'Agence canadienne de développement international (ACDI).



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency



**CENTRE D'ÉTUDE ET DE
COOPÉRATION INTERNATIONALE**

CECI

3000, rue Omer-Lavallée, Montréal (Québec) H1Y 3R8 Canada
514 875-9911 • www.ceci.ca • www.publication.ceci.ca